

tes américains sont maîtres des secteurs de l'industrie et du commerce canadiens est chaudement débattue au pays.

#### LA QUESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Voilà donc les principales questions économiques qui ont marqué les relations entre le Canada et les États-Unis au cours des derniers mois. Mais des questions d'un autre ordre ont aussi retenu notre attention, notamment celles des ressources énergétiques et de l'environnement. L'automne dernier, l'administration des États-Unis a procédé à un essai nucléaire souterrain sur l'île d'Amchitka. Ce printemps, elle a autorisé la construction du pipeline Trans-Alaska, accroissant de la sorte les craintes que les deux pays ne courent de graves risques de déversement de pétrole, si jamais le pétrole de l'Alaska est acheminé par les détroits de Georgie et de Juan de Fuca. Un sinistre présage des dangers auxquels nous sommes exposés s'est manifesté il y a à peine deux semaines lorsqu'une fuite de pétrole — heureusement peu considérable — s'est produite à Cherry Point, port situé juste au sud de la frontière canado-américaine.

Ces deux actes ont provoqué dans tout le Canada un tollé général. La Chambre des communes a adopté des résolutions exprimant l'inquiétude des Canadiens, avec une seule voix dissidente dans le cas de la résolution sur l'essai nucléaire d'Amchitka, et à l'unanimité pour ce qui est de la résolution relative aux dangers de pollution qui menacent la côte ouest du pays. On a promptement communiqué ces deux résolutions au Gouvernement des États-Unis. Nous croyons comprendre qu'elles ont été étudiées aux échelons supérieurs de l'administration américaine. Cette forme de protestation officielle du Parlement est sans précédent dans l'histoire des relations canado-américaines.

Récemment, la reprise des combats au Vietnam a redonné priorité à cette question dans la liste des sujets litigieux qui compliquent les relations entre le Canada et les États-Unis.

#### LA VISITE DE M. NIXON

Mais, en regard de ces événements, il y a eu la visite fort réussie du président Nixon au Canada. Dans les discours qu'il a prononcés lors de son séjour à Ottawa, il a fait preuve de perspicacité concernant les problèmes qui préoccupent le plus les Canadiens. Sa reconnaissance formelle des identités distinctes de nos deux pays en est un exemple; ses observations sur la propriété étrangère en sont un autre. Le point culminant de la visite a été la signature d'un nouvel accord bilatéral important concernant l'épuration commune des Grands lacs. Il ressort également de la discussion des questions internationales à laquelle la visite a donné lieu que les deux Gouvernements voient du même oeil l'évolution de la situation internationale.

...Quant à la question des taux de change, le ministre des Finances et son prédécesseur ont eu parfaitement raison de faire valoir la nécessité de laisser le dollar canadien continuer à flotter. Les récentes mesures gouvernementales visant à réduire le taux d'intérêt devraient empêcher la valeur de notre dollar de monter au-dessus d'un point où nos

exportations seraient sérieusement affectées. Le problème des parités monétaires ayant été résolu, l'attention peut maintenant se tourner vers la réforme du système monétaire international. Le Canada entend faire sa part à cet égard. La réforme n'est évidemment pas pour aujourd'hui, ni pour demain. Permettez-moi, ce soir, de mentionner simplement que le Canada doit, à mon avis, collaborer étroitement avec les États-Unis en cette matière, je ne vois vraiment pas pourquoi cette question deviendrait entre nous un sujet de discussion.

#### LES PROBLÈMES LITIGIEUX

Quant aux problèmes litigieux d'ordre commercial, il est pour le moment impossible de prédire l'issue de la prochaine ronde de négociations et je ne peux guère vous dévoiler quelle sera la position du Gouvernement au cours des négociations. Je puis cependant affirmer que l'offre faite aux États-Unis il y a plusieurs mois était tout à fait raisonnable. Si certaines de ces questions demeurent en suspens, ce n'est pas parce que le Canada refuse obstinément de négocier raisonnablement.

Bien que n'étant pas mandaté pour parler au nom des États-Unis, j'aimerais vous mettre en garde contre la tentation de voir dans les diverses initiatives des États-Unis des visées qui n'y sont pas. S'il reste actuellement un bon nombre de questions à négocier, c'est, dans une grande mesure, une pure coïncidence. Sans chercher à minimiser ces problèmes, je crois qu'aucun d'entre eux, — pas même le pacte de l'automobile, — ne va au coeur des relations entre les deux pays. Dans le cours de relations aussi complexes, il ne faut jamais s'étonner de ce qu'une question comme celle des pneus Michelin demeure en suspens. Cependant, il n'existe sur ces questions aucune divergence de principes fondamentale entre le Canada et les États-Unis. Le Canada comprend parfaitement que le Gouvernement des États-Unis veuille corriger le déséquilibre de sa balance commerciale. En laissant flotter le dollar canadien à la hausse avant que le président Nixon n'annonce sa nouvelle politique économique, nous avons démontré que nous étions disposés à faire notre part dans l'évolution inéluctable des ajustements multilatéraux.

#### LA PROPRIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Au Canada, la plus controversée des questions économiques est évidemment celle de la propriété étrangère. J'ai déjà signalé que c'est surtout un problème d'ordre national plutôt que bilatéral. J'oserais même affirmer qu'il ressortit plus au domaine des relations fédérales-provinciales qu'aux relations internationales. Tout ce que nous pouvons attendre des États-Unis, c'est une attitude de sympathie et de compréhension à l'égard des choix difficiles auxquels nous faisons face. J'ose dire qu'à l'heure actuelle, nous jouissons de cette sympathie et de cette compréhension. Quelle que soit la tournure des événements en ce domaine, j'estime que le Canada maintiendra sa politique économique libérale. Je ne vois donc pas pourquoi cette sympathie nous serait retirée. Même si le débat se poursuit au Canada et devient souvent animé, je ne crois pas que les relations entre les deux Gouvernements doivent s'en ressentir.